



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2015-2109 du 15 août 2015
portant mise en demeure de régulariser la situation administrative de la société ELIDEC,
concernant les installations classées
situées 44, rue Maurice de Broglie, Zac des Mardelles- Bâtiment 7,
à Aulnay-sous-Bois (93600)

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du Livre V, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le tableau constituant la nomenclature ICPE annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999, relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

Vu le rapport d'inspection en date du 23 juin 2015 constatant sur le site ELIDEC situé au 44, rue Maurice de Broglie, à Aulnay-sous-Bois, l'exploitation d'activités relevant de la rubrique 2718, sans dépôt d'un dossier d'autorisation et obtention de l'accord préalable de l'administration ;

Vu la lettre de transmission du rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juin 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées par lettre du 7 août 2015, au projet d'arrêtés préfectoraux de mise en demeure et suspension des activités de la société ELIDEC à l'adresse précitée ;

Vu l'avis de l'inspection des installations classées du 12 août 2015, émis après examen des observations de l'exploitant du 7 août 2015 ;

Considérant que sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté à l'issue d'une visite de contrôle effectuée le 17 avril 2015 en présence de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) et de l'agence régionale de santé (ARS) que la société ELIDEC exploite depuis janvier 2015 des installations de transit et regroupement de déchets d'activité de soin à risques infectieux (DASRI) classables en autorisation sous la rubrique 2718, sans l'accord préalable de l'administration ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ELIDEC de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTE

Article 1er : La société ELIDEC, dont les installations sont situées au 44, rue Maurice de Broglie, à Aulnay-sous-Bois (93600), est mise en demeure :

- dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser la situation administrative de son exploitation, en déposant soit un dossier de régularisation ou bien en déposant un dossier de cessation des activités en situation irrégulière, conformément aux dispositions prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montreuil, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

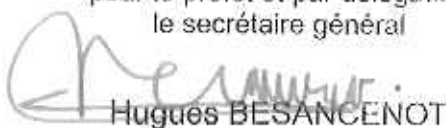
- par les tiers, personnes physiques ou morales, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société ELIDEC par lettre recommandée avec avis de réception. Une copie sera adressée au maire d'Aulnay-sous-Bois, pour information.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet du Raincy, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, le maire de la commune d'Aulnay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet,

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Hugues BESANCENOT